



**ARRÊTÉ DE LA PRÉSIDENTE**

**PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N° 4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SAINT-JORIOZ**

**La Présidente** du Grand Annecy,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L5216-5 ;

**Vu** le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L410-1 et L411-2 ;

**Vu** le code de justice administrative et notamment ses articles R421-1 et R421-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2016-0056 du 29 juillet 2016 portant fusion de la Communauté de l'agglomération d'Annecy et des Communautés de communes du pays d'Alby, du pays de Fillière, de la rive gauche du lac d'Annecy et de la Tournette ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2018-0066 du 21 décembre 2018 approuvant les statuts du Grand Annecy ;

**Vu** la délibération du Conseil municipal de Saint-Jorioz n° 2015.82 du 26 novembre 2015 approuvant le plan local d'urbanisme (PLU) de Saint-Jorioz ;

**Vu** la délibération du Conseil communautaire du Grand Annecy n° DEL-2022-22 du 10 février 2022 approuvant la modification n° 3 du plan local d'urbanisme (PLU) de Saint-Jorioz ;

**Vu** l'arrêté de la Présidente du Grand Annecy n° ARR-2022-10 du 11 février 2022 portant sur la mise à jour n° 5 du plan local d'urbanisme (PLU) de Saint-Jorioz ;

**Considérant** la nécessité de modifier le PLU pour :

- modifier l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser afin de prolonger l'échéance de l'OAP n° 6 « chez Geindre »,
- modifier le principe d'aménagement de l'OAP n°6 « chez Geindre » en créant un sous-secteur sur la parcelle AY338 afin de permettre la démolition et la reconstruction du bâtiment existant ;

**Considérant** que l'adaptation du PLU sur ces points ne relève pas de la procédure de révision dans la mesure où elle n'est pas de nature à :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables,
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,



- ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier,
- créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

**Considérant** que cette modification entre dans le cadre des articles L153-36 et L153-41 du code de l'Urbanisme et qu'elle peut ainsi être effectuée selon une procédure de droit commun ;

**Considérant** que la procédure de modification est menée à l'initiative de la Présidente de l'EPCI.

## ARRÊTE

**Article 1** : il est décidé d'engager une procédure de modification n° 4 du PLU de Saint-Jorioz selon la procédure définie aux articles L153-41 et suivants du code de l'Urbanisme.

Elle a pour objet de :

- modifier l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser afin de prolonger l'échéance de l'OAP n° 6 « chez Geindre »,
- modifier le principe d'aménagement de l'OAP n° 6 « chez Geindre » en créant un sous-secteur sur la parcelle n° AY338 afin de permettre la démolition et la reconstruction du bâtiment existant.

**Article 2** : en application de l'article L153-40 du code de l'Urbanisme, le projet de modification n° 4 du PLU sera notifié au Maire de Saint-Jorioz, au Préfet de la Haute-Savoie et aux personnes publiques associées (visées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme) avant l'ouverture de l'enquête publique. Le cas échéant, les avis seront joints au dossier d'enquête publique.

L'enquête publique fera l'objet d'un arrêté particulier.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n° 4, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des observations du public et des conclusions du commissaire enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil communautaire.

**Article 3** : le présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Jorioz et au siège du Grand Annecy pendant un mois. La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs du Grand Annecy et mis en ligne sur le site internet du Grand Annecy ([www.grandannecy.fr](http://www.grandannecy.fr)).

**Article 4** : la Présidente du Grand Annecy est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie.


**Article 5** : le présent arrêté peut être contesté :

- soit par recours gracieux auprès de la Présidente du Grand Annecy adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de deux mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration,

- soit en saisissant le tribunal administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Fait à Annecy, le **30 JUIN 2022**

La Présidente,



Frédérique LARDET.